La fin de la Seconde Guerre mondiale et un nouvel ordre mondial : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « La fin de la Seconde Guerre mondiale et un nouvel ordre mondial » fait partie du thème « La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment la fin de la Seconde Guerre mondiale construit-elle un nouvel ordre international, fondé sur le droit et la sécurité collective, et pourquoi débouche-t-elle, dès 1947, sur un monde bipolaire (1945-1949) ?

Le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie capitule. Le 2 septembre, le Japon signe à son tour sa reddition. Le monde sort de la plus meurtrière des guerres. Elle laisse plus de cinquante millions de morts, des villes en ruines et le souvenir des camps d'extermination. Les vainqueurs, États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, France et Chine, veulent empêcher le retour d'un tel désastre. Ils créent l'Organisation des Nations Unies, jugent les principaux responsables nazis à Nuremberg et se partagent l'Allemagne. Mais l'alliance de guerre entre les États-Unis et l'URSS ne résiste pas à la paix. Dès 1947, l'Europe se divise en deux blocs rivaux.

Problématique : comment la fin de la Seconde Guerre mondiale construit-elle un nouvel ordre international, fondé sur le droit et la sécurité collective, et pourquoi débouche-t-elle, dès 1947, sur un monde bipolaire (1945-1949) ?

1. La victoire et les conférences des vainqueurs (1945)

Une guerre qui s'achève en 1945

En Europe, l'offensive soviétique à l'est et l'avancée des armées alliées à l'ouest écrasent l'Allemagne. Hitler se suicide à Berlin le 30 avril 1945. Les Allemands signent la capitulation sans condition à Reims le 7 mai, puis à Berlin-Karlshorst dans la nuit du 8 mai. Dans le Pacifique, la guerre continue contre le Japon. Les États-Unis ont déjà dévasté les villes japonaises par des bombardements. Ils utilisent la bombe atomique à Hiroshima (6 août) puis à Nagasaki (9 août). L'URSS entre en guerre contre le Japon le 8 août. Le Japon annonce sa capitulation le 15 août et signe l'acte de reddition le 2 septembre 1945, à bord du cuirassé *Missouri*.

Le bilan humain est sans précédent. On compte plus de cinquante millions de morts, dont une majorité de civils, victimes des bombardements, des massacres, des famines et des camps. L'URSS compte plus de vingt millions de morts. Les nazis ont assassiné environ six millions de Juifs d'Europe dans le génocide (la Shoah). S'y ajoutent les victimes tziganes, polonaises,

soviétiques et celles de la politique d'extermination nazie. L'Europe est dévastée. Des dizaines de millions de personnes se déplacent (prisonniers libérés, travailleurs forcés, populations allemandes expulsées d'Europe centrale). Les États-Unis, eux, sortent renforcés. Ils produisent à eux seuls près de la moitié de la production industrielle mondiale, possèdent la bombe atomique et ont des armées sur tous les continents.

Yalta et Potsdam : organiser l'après-guerre

Les dirigeants alliés se rencontrent à plusieurs reprises. À **Yalta** (Crimée), du 4 au 11 février 1945, le Britannique Winston Churchill, l'Américain Franklin Roosevelt et le Soviétique Joseph Staline s'accordent sur l'occupation et le partage de l'Allemagne en zones (on prélève ensuite une zone pour la France). Ils décident aussi du sort de la Pologne, dont la frontière orientale se déplace vers l'ouest. Ils prévoient enfin la convocation d'une conférence à San Francisco pour créer l'ONU, et l'entrée de l'URSS en guerre contre le Japon. Les trois Grands signent aussi une déclaration sur l'Europe libérée qui promet des élections libres.

Document 1 – Les trois Grands à Yalta

Séance de travail de la conférence de Yalta, février 1945 : Staline (à gauche) et Roosevelt (à droite) face à face autour de la table, entourés des membres des délégations, photographie du Signal Corps de l'armée américaine (Library of Congress).

Une séance de travail réunit les délégations soviétique, américaine et britannique autour d'une grande table ronde, au palais de Livadia.

Document 2 – La déclaration sur l'Europe libérée (Yalta, février 1945)

> L'établissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique nationale doivent être réalisés par des procédés qui permettront aux peuples libérés de détruire les derniers vestiges du nazisme et du fascisme et de créer des institutions démocratiques de leur choix. […] Les trois gouvernements aideront les peuples à former des autorités gouvernementales provisoires largement représentatives de tous les éléments démocratiques de la population et engagées à organiser, aussitôt que possible, des élections libres de gouvernements répondant à la volonté des peuples ; et à faciliter, si nécessaire, la tenue de ces élections.

*nazisme et fascisme : régimes totalitaires allemand et italien ; autorités provisoires : gouvernements temporaires.

Déclaration sur l'Europe libérée, conférence de Yalta, 11 février 1945, publiée le 13 février (traduction de l'anglais ; texte original : Avalon Project, université Yale).

Commentaire. Ce texte est un engagement solennel des trois puissances, qui affirment le droit des peuples libérés à choisir leur gouvernement par des élections libres. Elles suivent ainsi les principes de la Charte de l'Atlantique de 1941. Mais il est vague : qui jugera du caractère « démocratique » d'un gouvernement et de la liberté des élections ? Avec l'avancée de l'Armée rouge, l'URSS installe en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie des gouvernements dominés par

les communistes. Les Occidentaux y voient une violation de Yalta. Les Soviétiques répondent que ces pays, par lesquels l'Allemagne a attaqué l'URSS, doivent lui servir de glacis, c'est-à-dire de zone de sécurité.

La conférence de **Potsdam** (17 juillet-2 août 1945), où Truman, qui a succédé à Roosevelt mort en avril, et Staline rencontrent Churchill puis son successeur Clement Attlee, précise ces décisions. On divise l'Allemagne en quatre zones d'occupation (américaine, britannique, française, soviétique). On divise aussi Berlin, située dans la zone soviétique, en quatre secteurs. Les vainqueurs veulent démilitariser, dénazifier, démocratiser et décartelliser l'Allemagne. On fixe provisoirement la frontière entre l'Allemagne et la Pologne sur les fleuves Oder et Neisse. On déplace aussi les populations allemandes d'Europe centrale vers l'Allemagne. Les désaccords sur les réparations et sur l'avenir de l'Europe orientale sont déjà vifs.

2. Un ordre international fondé sur le droit : l'ONU et les procès

La création de l'ONU

Après l'échec de la Société des Nations, qui n'avait pas empêché la guerre, 50 États réunis à San Francisco (25 avril-26 juin 1945) signent la **Charte des Nations Unies**. La Pologne la signe ensuite, ce qui porte à 51 le nombre des États fondateurs. La Charte entre en vigueur le 24 octobre 1945.

> **Définition : ONU (Organisation des Nations Unies)**
>
> Organisation internationale fondée en 1945 pour maintenir la paix et la sécurité internationales, développer les relations amicales entre les nations et promouvoir la coopération et les droits de l'homme. Son organe principal pour la sécurité est le Conseil de sécurité.

Document 3 – La Charte des Nations Unies (26 juin 1945)

> NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, […] Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

*intégrité territoriale : respect des frontières d'un État.

Charte des Nations Unies, signée à San Francisco le 26 juin 1945 : préambule et article 2, paragraphe 4 (texte français publié par l'ONU).

Commentaire. Le préambule rappelle l'expérience des deux guerres mondiales et affirme les droits fondamentaux de l'homme et l'égalité des nations « grandes et petites ». L'article 2 interdit le recours à la force dans les relations internationales. La sécurité collective repose donc sur le droit. L'organisation comprend l'Assemblée générale, où chaque État dispose d'une voix. S'y ajoutent le Conseil de sécurité chargé du maintien de la paix, un Secrétariat dirigé par un secrétaire général, la Cour internationale de justice et un Conseil économique et social. Cinq membres permanents, États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France et Chine, disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité. Ce veto, qui reflète le rapport de force de 1945, paralysera souvent l'organisation pendant la guerre froide.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale, réunie à Paris, adopte la **Déclaration universelle des droits de l'homme** (48 voix pour, 8 abstentions). Elle proclame des droits civils, politiques, économiques et sociaux pour tous les êtres humains, sans valeur contraignante mais avec une grande portée morale. La veille, l'ONU a adopté la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Juger les crimes nazis : le procès de Nuremberg

Les Alliés avaient promis de punir les criminels de guerre. Par l'accord de Londres du 8 août 1945, les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France créent un **Tribunal militaire international**, qui siège à Nuremberg, ville symbole du régime nazi où se tenaient les congrès du parti. Le procès s'ouvre le 20 novembre 1945 : 24 dirigeants nazis sont inculpés, 22 sont jugés. Le tribunal rend son jugement les 30 septembre et 1er octobre 1946. Il condamne 12 accusés à mort (dont Bormann, jugé par contumace) et 7 à des peines de prison, et il en acquitte 3. On pend dix condamnés le 16 octobre 1946. Göring s'est suicidé la veille.

> **Définition : crime contre l'humanité**
>
> Notion juridique née à Nuremberg : assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et autres actes inhumains commis contre des populations civiles, ou persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux. Elle s'ajoute aux crimes de guerre et aux crimes contre la paix. Le génocide est défini par l'ONU en 1948.

Nuremberg est une innovation majeure du droit international. On juge les accusés pour des actes qu'ils ont commis comme dirigeants d'un État. Le fait d'avoir obéi aux ordres de leur supérieur ne les libère pas de leur responsabilité. Certains critiquent cette justice rendue par les vainqueurs, mais elle fonde le principe de la responsabilité pénale individuelle des dirigeants. Un tribunal comparable juge à Tokyo les dirigeants japonais (1946-1948). D'autres procès ont lieu en Allemagne et en Europe, et les puissances occupantes entreprennent la dénazification de l'Allemagne.

3. De l'alliance à la rupture : un monde bipolaire (1946-1948)

La doctrine Truman et le containment

Les désaccords s'accumulent en 1945-1946 : sur l'Europe orientale, l'Iran, la Turquie, l'Allemagne, la bombe atomique. Le 5 mars 1946, à Fulton (Missouri), Winston Churchill, qui n'est plus Premier ministre, déclare que « de Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent ». Le diplomate américain George

Kennan défend l'idée d'un endiguement de l'expansion soviétique (*containment*).

> **Définition : guerre froide**
>
> Affrontement idéologique, politique, économique et militaire entre les États-Unis et l'URSS et leurs alliés après 1945, sans guerre directe entre les deux superpuissances.

Le 12 mars 1947, devant le Congrès, le président Harry Truman annonce que les États-Unis soutiendront les « peuples libres » qui résistent aux tentatives d'asservissement. C'est la **doctrine Truman**. Elle débute par une aide à la Grèce, où les communistes mènent une guerre civile, et à la Turquie. Les États-Unis abandonnent la tradition d'isolationnisme et assument le rôle de leader du « monde libre ».

> **Définition : endiguement (containment)**
>
> Politique américaine qui vise à contenir l'expansion du communisme, par l'aide économique, les alliances et la force militaire, sans chercher à reconquérir les territoires déjà soumis.

Le plan Marshall et la doctrine Jdanov

Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État George Marshall propose une aide économique à l'Europe. Celle-ci souffre de la pénurie, du chômage et de la misère, terreau, selon les Américains, du communisme. Seize pays d'Europe occidentale acceptent et créent l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, 1948) pour répartir les crédits. Le **plan Marshall**, voté par le Congrès en avril 1948, apporte plus de douze milliards de dollars en quatre ans, sous forme de dons et de prêts. Il favorise la reconstruction et l'ouverture des marchés.

Document 4 – La doctrine Truman (12 mars 1947)

> Un mode de vie repose sur la volonté de la majorité et se distingue par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties de liberté individuelle, la liberté d'expression et de religion et l'absence d'oppression politique. Le second mode de vie repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, des élections truquées et la suppression des libertés individuelles. […] Je crois que la politique des États-Unis doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou par des pressions extérieures. […] Je crois que notre aide doit être avant tout une aide économique et financière, essentielle à la stabilité économique et à un processus politique ordonné.

*subjugation : domination ; minorités armées : allusion aux communistes grecs.

Harry S. Truman, discours devant le Congrès des États-Unis, 12 mars 1947 (traduction de l'anglais ; texte original : Avalon Project).

Commentaire. Le président divise le monde en deux modes de vie : l'un fondé sur la liberté et le gouvernement représentatif, l'autre sur la terreur et la contrainte. Il présente l'action des États-Unis comme une défense des peuples libres et propose une aide « économique et financière ». C'est le programme du containment : on ne cherche pas à reprendre les pays communistes, on veut empêcher la propagation du communisme.

L'Union soviétique refuse le plan Marshall, qu'elle dénonce comme un instrument de l'impérialisme américain, et en interdit l'accès aux pays d'Europe de l'Est. En septembre 1947, à la conférence de Szklarska Poręba (Pologne), neuf partis communistes fondent le Kominform. Andreï Jdanov y expose que le monde est divisé en deux camps : c'est la **doctrine Jdanov**. L'URSS impose son modèle à ses satellites (les « démocraties populaires »). En février 1948, le coup de Prague installe les communistes au pouvoir en Tchécoslovaquie. En juin 1948, le Kominform exclut la Yougoslavie de Tito, qui refuse de se soumettre. Le Conseil d'aide économique mutuelle (Comecon) naît en janvier 1949, en réponse au plan Marshall.

Document 5 – Le rapport Jdanov (septembre 1947)

> Plus la guerre s'éloigne, plus apparaissent nettement deux grandes orientations de la politique internationale d'après-guerre, qui correspondent à la division des forces politiques en deux grands camps : le camp impérialiste et antidémocratique d'un côté, le camp anti-impérialiste et démocratique de l'autre. La principale force du camp impérialiste, ce sont les États-Unis. Leur sont alliées la Grande-Bretagne et la France. [...] Les forces antifascistes forment le second camp. Ce camp s'appuie sur l'U.R.S.S. et sur les nouvelles démocraties. Il comprend aussi les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et se sont engagés fermement sur la voie du développement démocratique, comme la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.

*impérialiste : qui cherche à dominer d'autres peuples ; antifasciste : opposé au fascisme.

Andreï Jdanov, rapport sur la situation internationale, conférence des partis communistes à Szklarska Poręba (Pologne), fin septembre 1947 (traduction de l'anglais ; version anglaise publiée dans le Congressional Record, 1948, reproduite par l'université d'État du Michigan).

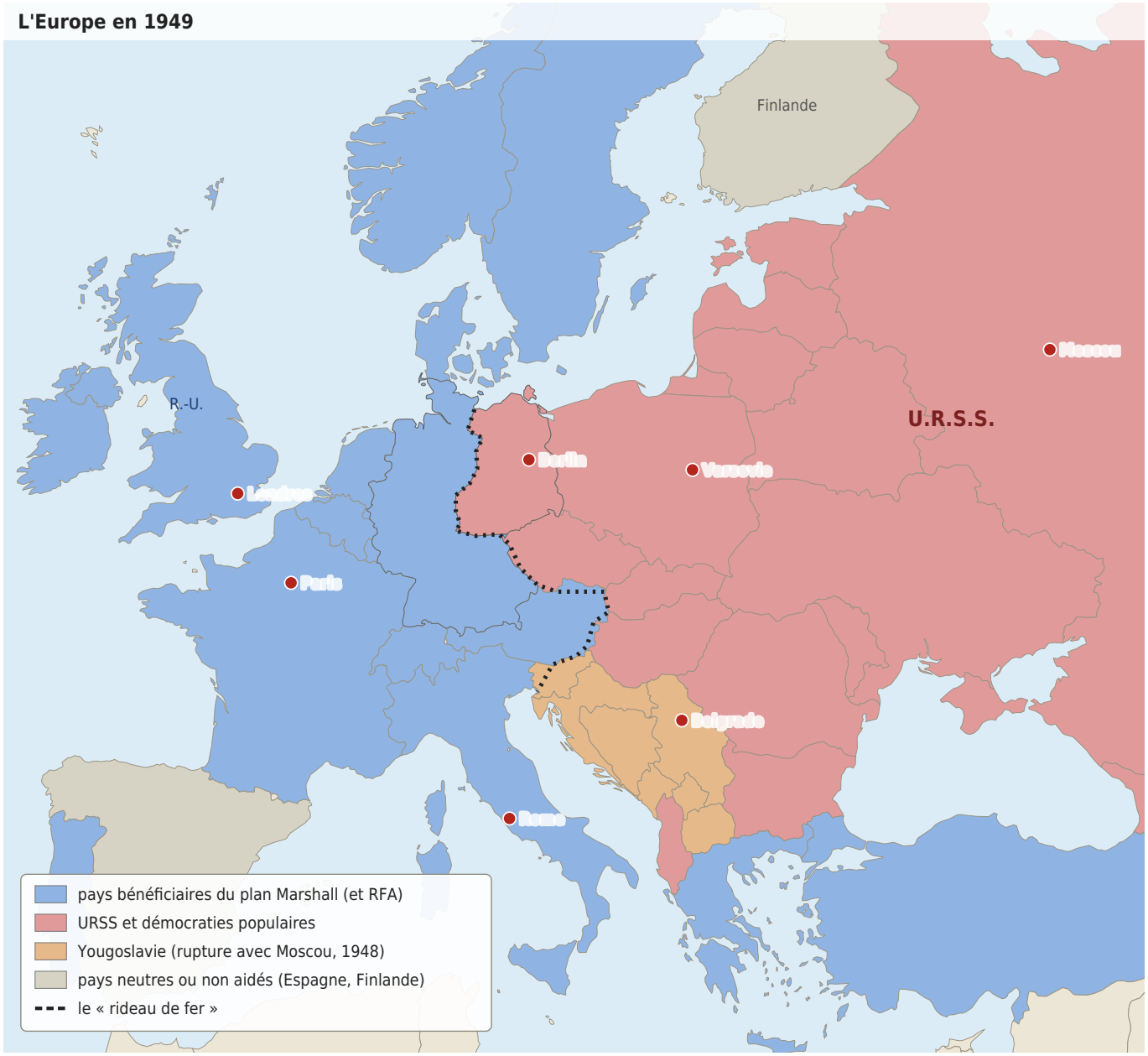
Commentaire. L'URSS reprend à son compte la logique des blocs : le monde est divisé entre un camp « impérialiste » dirigé par les États-Unis et un camp « démocratique » dirigé par l'URSS. Chaque camp se proclame défenseur de la démocratie et accuse l'autre de menacer la paix. Le rapport complet dénonce le plan Marshall et pousse les partis communistes, notamment ceux de France et d'Italie, à le combattre.

4. Une Europe et une Allemagne divisées (1948-1949)

Le blocus de Berlin

L'Allemagne devient le principal enjeu de la rivalité. En juin 1948, les trois zones occidentales adoptent une réforme monétaire (le Deutsche Mark). Staline y répond le 24 juin 1948 en coupant toutes les voies terrestres entre l'Ouest et Berlin-Ouest, enclavée dans la zone

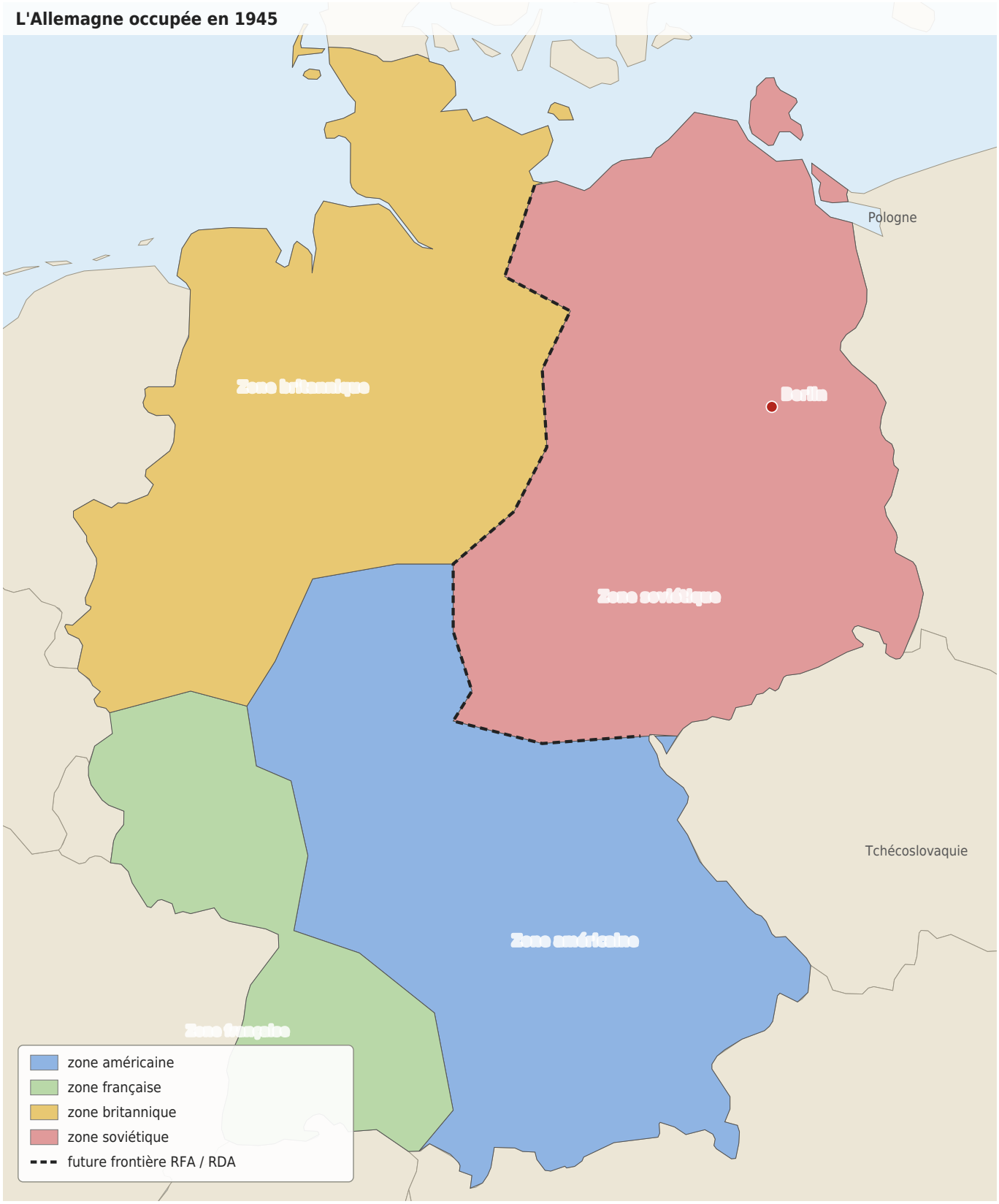
soviétique. C'est le **blocus de Berlin**. Les Américains et les Britanniques organisent un pont aérien pour ravitailler les deux millions de Berlinois de l'Ouest. Des avions atterrissent toutes les quelques minutes à Tempelhof. L'URSS lève le blocus le 12 mai 1949, sans avoir obtenu le départ des Occidentaux.



Carte schématique de l'Europe divisée en 1949, réalisée pour ce chapitre à partir d'un fond de carte Natural Earth (frontières actuelles ; la RFA et la RDA sont distinguées d'après la ligne de partage de 1949).

Les deux Allemagnes et la naissance des blocs militaires

L'Allemagne est alors divisée. On proclame la République fédérale d'Allemagne (RFA) à Bonn le 23 mai 1949 (Konrad Adenauer en devient le chancelier en septembre). La République démocratique allemande (RDA) naît le 7 octobre 1949 dans la zone soviétique. Les Occidentaux concluent le 4 avril 1949 le traité de l'Atlantique nord, qui crée l'OTAN. Les États-Unis dirigent cette alliance militaire de douze États. Le Pacte de Varsovie ne sera créé qu'en 1955, en réponse à l'entrée de la RFA dans l'OTAN. À l'été 1949, l'URSS fait exploser sa première bombe atomique. À la fin de 1949, la victoire des communistes en Chine ajoute une dimension mondiale à l'affrontement.



Carte schématique des zones d'occupation de l'Allemagne (1945-1949), réalisée pour ce chapitre à partir d'un fond de carte Natural Earth ; les limites des zones sont simplifiées.

La guerre froide est un affrontement sans combat direct entre les deux superpuissances. On parle d'« équilibre de la terreur » quand chacun dispose de l'arme atomique. Les deux camps se menacent mais évitent la guerre ouverte. Ils soutiennent pourtant des conflits dans le reste du monde, de la Grèce à la Corée.

- **4-11 février 1945** conférence de Yalta
- **8 mai 1945** capitulation de l'Allemagne

- **26 juin 1945** signature de la Charte de l'ONU à San Francisco
- **6 et 9 août 1945** bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki
- **20 novembre 1945** ouverture du procès de Nuremberg
- **5 mars 1946** discours de Churchill à Fulton (« rideau de fer »)
- **12 mars 1947** doctrine Truman
- **5 juin 1947** discours de Marshall à Harvard
- **septembre 1947** rapport Jdanov, création du Kominform
- **24 juin 1948** début du blocus de Berlin
- **10 décembre 1948** Déclaration universelle des droits de l'homme
- **4 avril 1949** création de l'OTAN
- **mai-octobre 1949** naissance de la RFA et de la RDA

À retenir

- La guerre s'achève en 1945 avec plus de cinquante millions de morts, la Shoah et la bombe atomique ; les États-Unis et l'URSS sont les deux grandes puissances victorieuses.
- Les conférences de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945) organisent l'après-guerre : zones d'occupation de l'Allemagne, déclaration sur l'Europe libérée, frontière Oder-Neisse.
- Un nouvel ordre international fondé sur le droit voit le jour : l'ONU (Charte du 26 juin 1945, veto des cinq membres permanents), le procès de Nuremberg (1945-1946, crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité) et la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).
- À partir de 1946-1947, le monde devient bipolaire : doctrine Truman (12 mars 1947), plan Marshall (juin 1947) face à la doctrine Jdanov et au Kominform (septembre 1947) divisent l'Europe en deux blocs.
- L'Allemagne, divisée en 1949 (RFA et RDA, après le blocus de Berlin), et l'OTAN (avril 1949) symbolisent l'entrée dans la guerre froide.